

AGRICULTURE - EUROPE

GROUPE DES ELUS COMMUNISTES

La question de la faim dans le Monde

5 Mai 2008

Gérard Lahellec

1 - Introduction :

Les émeutes de la faim à travers le Monde traduisent une grande précarité de l'alimentation mondiale. Elles agissent comme un signal pour poser en grand une nouvelle organisation et un véritable développement durable des agricultures vivrières du Monde.

Les questions de la suffisance, de la souveraineté et de la sécurité alimentaires occupent le devant de la scène internationale. Les prix des denrées de base (matières premières agricoles) ont en moyenne doublé en un an. Cette flambée touche en particulier les pays les plus pauvres et à l'intérieur de ceux-ci, les zones urbaines sont au bord de l'explosion. Ces villes, en général, ont vu affluer des milliers de paysans fuyant la misère des campagnes. Cette crise alimentaire touche également les campagnes et les agriculteurs des pays les plus pauvres qui n'assurent pas leur autosuffisance alimentaire.

Cette hausse des prix agricoles risque de pousser 100 millions de personnes de plus dans la misère, qui viendront s'ajouter aux 850 millions de mal-nourris. Une étude de l'ONU annonce 1,2 milliard d'affamés d'ici à 2025 si la situation perdure. Mais cette crise, si elle ne se traduit pas pour l'instant par l'émergence de la famine dans les pays et continents les plus développés, se traduit aussi par d'autres aspects tels que les délocalisations des productions, l'exacerbation des concurrences, les restructurations dans le secteur de l'agro-alimentaire, la mise à mal des systèmes de coopératives au profit d'alliances financières ou «capitalistiques». En France, excepté le secteur des céréales, toutes les filières de production sont en crise tandis que les politiques européennes qui se succèdent sous la pression de l'OMC consistent à abandonner toutes les aides et régulations ainsi que la notion de préférence communautaire pour livrer l'agriculture au marché mondial.

En France et en Europe, les aides, interventions et autres montants compensatoires, certes souvent inéquitablement répartis, sont souvent utilisés comme arguments politiques voire environnementaux pour justifier leur abandon au profit du marché et de la concurrence «libre et non faussée». Les causes de la crise que nous connaissons sont diverses et multiples ; il conviendrait plutôt de parler d'un faisceau de causes qui ont toutes pour toile de fond l'exacerbation du libéralisme mondialisé.

2 - Quelles sont donc ces causes ?

a)- une croissance de la demande.

La population mondiale ne cesse d'augmenter et cette croissance démographique qui verra notre planète compter 3 milliards d'êtres humains de plus d'ici à 2050, s'accompagne d'une croissance de la demande supplémentaire de la consommation de viande et de lait dans les pays émergents. Il faut savoir en effet que 2,2 milliards d'êtres humains, soit près d'un tiers de l'humanité, vit en deçà du seuil de pauvreté. Parmi ceux-ci, 850 millions souffrent de famine et de malnutrition. Chaque pas accompli dans le sens d'une élévation même modeste du niveau de vie de ces peuples a pour effet d'augmenter la demande sur les denrées les plus nutritives que sont la viande et le lait. L'offre alimentaire n'augmentant pas aussi vite que cette demande (même si elle progresse) notre planète rencontre une situation de déficit alimentaire voire de relative pénurie.

b)- les accidents climatiques.

La production est également touchée par les bouleversements climatiques que nous connaissons. Ces accidents climatiques (sécheresses) ont été particulièrement sensibles en Afrique et en Australie mais ces accidents climatiques contrarient et retardent aussi le développement de l'agriculture dans les pays pauvres. L'ensemble de ces situations aggrave la pénurie et a donc pour effet de générer une augmentation des prix.

c)- les spéculations et les crises financières.

Les spéculations peuvent revêtir des formes multiples en économie capitaliste et de libre concurrence. Ainsi, les spéculations sur les énergies d'origines fossiles ne sont vraisemblablement pas étrangères à l'aggravation de l'effet de serre et aux bouleversements climatiques. D'autre part, les spéculations «hasardeuses» provoquant de véritables séismes au point d'obliger la Banque mondiale à intervenir pour éviter le crack boursier, ont pour effet de replier les capitaux vers les matières premières. Ce reflux sur les valeurs telles que le pétrole, les matières premières industrielles ou agricoles ont pour effet, en plus d'aggraver la pénurie, de contribuer à l'augmentation des prix.

d)- La réforme de la PAC de 2003 et la dérégulation contribuent à aggraver la pénurie :

Avec la réforme de la PAC de 2003, on a découplé les aides de la production. En clair, il a été préféré, dans la perspective de l'abandon total des aides pour livrer l'agriculture au marché mondialisé, un système où les aides ne seraient plus adossées aux denrées que l'on produit et l'on a introduit un système où ces aides seraient attribuées prioritairement pour le développement rural. Il s'en est suivi un système peu vertueux où les aides ont été affectées selon la référence historique, c'est à dire par reconduction des aides perçues les années passées, indépendamment des productions. C'est ce qu'on a appelé la DPU (Droit à Paiement Unique) permettant au producteur, qu'il produise ou non, de continuer à percevoir les aides ; ce dispositif constitue de fait un système de renoncement à produire et a de fait pour effet d'inciter à renoncer à toute ambition en matière de développement des productions.

e)- L'absence ou l'insuffisance de stocks :

En situation «normale», la part des échanges mondiaux des céréales ne représente que 10% de la production planétaire ; la moindre alerte sur les volumes suscite immédiatement l'emballement des prix.

Les stocks sont au plus bas depuis 1995, alors que la consommation continue d'augmenter. Le ratio stocks-consommation a atteint son niveau le plus bas depuis 1975.

f)- Le développement de la production de biocarburants.

Le détournement d'une partie de productions vivrières vers les usines de biocarburants constitue un autre phénomène expliquant la hausse des prix. Certes, l'implication directe de ces productions sur les prix des denrées alimentaires peut paraître marginale mais ces productions provoquent des redéploiements de certaines productions vivrières vers des productions de carburants et génèrent ainsi une raréfaction des productions alimentaires.

En outre, les Etats-Unis ont affecté 20% de leur maïs à l'éthanol en 2007, soit 10% de la production mondiale, ce qui eu pour effet de générer une tension sur le marché car ce sont 60 millions de tonnes de maïs qui ont ainsi été retirés d'un coup du marché...

g)- La spéculation, les transferts de capitaux sur fond de pénurie.

Le contexte de raréfaction des produits agricoles, sans stock pour amortir les variations, a attiré les spéculateurs. Ainsi, des fonds sont ainsi passés des marchés financiers et de l'immobilier pour investir le marché des matières premières agricoles.

Cette spéculation consiste à acheter pour revendre plus cher, ce qui a pour effet d'entretenir la

hausse des prix.

Ce phénomène engendre une véritable aberration, au point de déconnecter totalement les prix des matières premières de toute réalité «physique» des prix de revient !

3 - Quelles interprétations politiques et économiques des répercussions de cette hausse des prix agricoles?

Pour certains experts, tenants de l'ultralibéralisme, cette hausse des prix est utilisée pour essayer de justifier l'abandon des aides, le rejet d'une politique européenne qui fixerait des ambitions de développement à son agriculture pour accélérer sa soumission au marché mondialisé. L'OMC cherche à tirer argument de cette situation pour trouver un accord sur la diminution des droits de douane. L'objectif affiché par Pascal Lamy, directeur général de l'OMC, est de conclure le cycle de négociations de Doha d'ici à la fin de l'année. En Europe aussi, la hausse des prix donne des arguments pour pousser au démantèlement des outils de régulation des marchés et réduire le budget de la PAC.

Pour certains experts, cette hausse des prix serait aussi une aubaine pour les paysans pauvres. Avec la fin de la concurrence exercée par les produits importés à bas prix, ils pourraient maintenant valoriser leurs cultures sur leur marché intérieur et engager la modernisation de leur agriculture. Malheureusement, la hausse de la facture céréalière pour les nations les plus dépendantes de l'importation, ajoutée à la hausse du cours des céréales se cumulant avec celle du fret et du pétrole conduit à des situations de famines dans de nombreux pays émergents, avec des risques de conflits et de guerres dont il est difficile d'imaginer les conséquences.

4 - Quarante pays sont déjà touchés par la crise alimentaire et certains de ces pays sont touchés par des émeutes et ou des tensions.

L'insécurité alimentaire devient un véritable problème international.

Devant la menace inflationniste, plusieurs pays freinent leurs exportations. Cela est notamment le cas de l'Argentine, de l'Ukraine, de l'Égypte, de l'Inde et de la Thaïlande.

D'autres les bloquent ; ainsi, le Kazakhstan a annoncé un moratoire de ses exportations de blé jusqu'au mois de septembre 2008.

5 - Des actions d'urgence à engager :

La situation nécessite, bien entendu, des mesures d'urgence. Les regards se tournent vers le Programme Alimentaire Mondial (PAM) de l'ONU.

Ce «PAM» a nourri 73 millions de personnes en 2007. Mais l'organisation pâtit aussi de la hausse des prix et recherche, au moment où ces lignes sont écrites, 500 millions de dollars de plus pour couvrir le «surcoût» des dépenses alimentaires et du transport (fret maritime et pétrole).

La FAO envisage également une «opération massive de distribution de semences et fertilisants» dans les pays menacés par la pénurie alimentaire. L'objectif est de doper la production de la prochaine campagne agricole et pour y parvenir la FAO compte recueillir entre 1,2 et 1,7 milliard de dollars supplémentaires auprès de ses bailleurs.

6- Le développement agricole montré du doigt :

Selon un rapport d'experts présenté à l'UNESCO, l'urgence de changer les règles de l'agriculture moderne est clairement pointée.

Jacques Diouf, directeur général de la FAO a pointé quant à lui «les politiques agricoles erronées menées au cours des vingt dernières années», faisant allusion aux engagements insuffisants des banques en faveur de l'agriculture qui ne bénéficie que de 4% de l'aide publique au développement ; il a également dénoncé l'absence d'une politique de protection des ressources en eau et le développement des biocarburants.

7 - Changer les politiques :

Devant l'ampleur du problème, l'agriculture apparaît de plus en plus comme fondement du

développement. La Banque mondiale reconnaissait d'ailleurs, dans son rapport 2008, qu'une croissance du produit intérieur brut provenant de l'agriculture augmente le revenu des pauvres deux à quatre fois plus qu'une croissance due à un autre secteur ; raison de plus pour soutenir le développement de toutes les agricultures vivrières du Monde.

Le moins que l'on puisse dire est que la banque Mondiale, comme le FMI, ont plutôt encouragé le contraire et favorisé un mode de développement basé sur la concurrence mondiale et donc sur des importations massives de denrées à bas prix.

Or, pour peu qu'on s'y attarde, le prix mondialisé d'une denrée n'a pas de sens !

La culture d'un produit, d'une denrée alimentaire, est tributaire d'aléas totalement indépendants des «critères de compétitivité économique». Par exemple, on parvient à assurer deux récoltes par an de maïs au Brésil, ce qui n'est possible dans aucune région française ! La valeur du maïs produit n'a de sens que rapportée à son usage et aux besoins alimentaires qu'elle permet de satisfaire.

En tout cas, le bilan du déploiement du libéralisme et de l'utilisation de l'agriculture comme monnaie d'échange pour l'exacerbation de la concurrence à d'autres sphères d'activités, c'est en réalité une agriculture oubliée et les conséquences les plus dramatiques de cette situation se traduisent tout particulièrement sur le continent africain. Ainsi, l'Afrique noire, qui constate aussi un manque criant d'infrastructures de transport, de stockage et de réseaux de commercialisation a absolument besoin d'accroître la production, notamment dans les zones aujourd'hui à risques alimentaires.

Ce qui est vrai pour l'Afrique, l'est aussi pour les autres régions du Monde confrontées à cette pénurie alimentaire car ces zones sont aussi très souvent celles qui accueilleront la plus forte croissance démographique des décennies à venir.

8 - Exigeons des mesures immédiates et de moyen terme pour changer le cours des choses :

Il est possible et il est indispensable de mettre en place immédiatement un dispositif de régulation et de reconstitution des stocks de céréales. Ceci pourrait consister en l'instauration d'un dispositif de conditionnalité des aides européennes, assortissant le versement de ces aides à la livraison des récoltes à un fond de «mutualisation»...

Il est urgent de fixer des ambitions de développement et de régulation à l'agriculture européenne. Il est urgent aussi de définir des politiques de coopérations entre grandes régions du Monde.